



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 3, Numéro 1, Janvier 2025

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: **2958-2814**

ISSN-P: **3006-306X**

DOI: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri>.

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: **2958-2814**

ISSN-P: **3006-306X**

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auré HAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mirabel
“(RE) CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID

<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

**Academic
Resource
Index**
ResearchBib

<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>

AJOL
AFRICAN JOURNALS ONLINE

<https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing
Indexing Portal

[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations)/2360)

DRJI

<https://olddrji.lbp.world/IndexingCertificate.aspx?jid=14086>

SJIF 2024 : 5.214

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Esohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Maître conférences, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814**ISSN-P: 3006-306X**

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

DOI: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri>.

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Liens des indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

DRJI: <https://olddrji.lbp.world/IndexingCertificate.aspx?id=14086>

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue *AKIRI* n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **The Aesthetics of Utopia and Essentialism in African and Diasporic Women’s Literature**
Saliou DIONE..... 1-15
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.1>
2. **Proverbs and ideational metafunction in chinua achebe’s arrow of god**
Lallé Michaël ZOUBA & Gérard MILLOGO..... 16-31
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.2>
3. **The Narrative Instinct as Conflicts Controller and Peace Generator in Bediako Asare’s *Rebel***
Kemealo ADOKI..... 32-45
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.3>

Lettres Modernes

4. **Les rapports de pouvoirs déséquilibrés dans Les Petits-fils nègres de Vercingétorix d’Alain Mabanckou**
Faustin Mezui M’okane..... 46-58
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.4>
5. **Les traces du colonialisme dans la littérature camerounaise**
Marthe Prisca LETSETSENGUI 59-70
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.vi3i1.5>
6. **L’ancrage culturel dans La Colère des dieux : un enjeu narratologique du récit filmique**
Soungalo COULIBALY, Maténé OUATTARA,
Mamadou BAYALA & Yamba Prosper NIKIEMA..... 71-88
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.6>
7. **La grossophobie dans riposte (2022) de louisa reid et gordofobia (2022) de Gisel Navarro : stigmatisation et autodépréciation des personnages en surcharge pondérale**
D’Acise Junior NGUIMBI..... 85-95
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.7>

COMMUNICATION, SCIENCES DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

8. **Usages du téléphone mobile dans les activités scolaires hors classe des élèves de Terminal du lycée Chaminade de Brazzaville.**
Antonin Idriss BOSSOTO..... 96-113
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.8>

- 9. Étude comparée du syntagme épithétique de trois langues gur :
le kabiyyè, le moba et le gulmancema**
Assolissin HALOUBIYOU & Djahéma GAWA 114-125
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.9>
- 10. Les prédicatifs non verbaux du marka**
Nébremy DAO..... 126-138
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.10>
- 11. Insertion de néologismes dans la presse écrite burkinabè :
conditions d'émergence dans un contexte multilingue**
Célestin ZOUMBARA..... 139-154
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.11>

Arts et Culture

- 12. La dot en nature ou cuadikpaabu :
fondement d'une culture endogène de paix au Nungu**
Germain OUALLY & Yendifimba Dieudonné LOUARI..... 155-170
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.vi31.12>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

- 13. Diagnostiquer et conjurer le mauvais sort chez les Gbaya
du Cameroun en contexte post-moderne**
Jeannette Sylvie PILO ATTA 171-186
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.13>
- 14. Production artistique contemporaine au Burkina Faso :
manifestation de l'abstraction en sculpture et en batik**
SANDWIDI Hyacinthe, SANFO Moctar & TOME Adama.....187-201
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.vi31.14>
- 15. Arts et mutations en Afrique : entre visible et invisible,
quelle identité pour l'art africain ?**
Opêoluwa Blandine AGBAKA..... 202-214
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.15>
- 16. Contraintes coloniales en Haute-Volta / Haute-Côte d'Ivoire et
migrations de fuite en Gold Coast britannique**
Serge Noël OUÉDRAOGO..... 215-232
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.16>
- 17. Le mos majorum, facteur d'incompatible entre le prince romain et
le philosophe stoïcien des Julio-Claudiens aux Flaviens ?**
Robert Adama SENE & Moussa Aleyri Salam SY 233-245
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.17>

Géographie

- 18. Les Femmes rurales face aux défis de l'autonomisation financière : cas de culture du souchet (*Cyperus esculentus*) dans le canton Dyh au Département de la Tandjilé Ouest/Tchad.**
 KELGUE Salomon 246-258
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.18>
- 19. Impact de la RN2 sur la production et la commercialisation des cossettes de manioc séchées dans la sous-préfecture de Ngo**
 LINGUIONO Chelmyh Duplosin 259-274
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.19>
- 20. Analyse de l'assainissement et risques sanitaires dans les quartiers de Mfilou-Ngamaba à Brazzaville (République du Congo)**
 Syviney Franck Laurel BAKANAHONDA 275-288
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.20>
- 21. La Falémé, entre agriculteurs et miniers : analyse des mobilisations sociales dans un espace aurifère transfrontalier (Sénégal, Mali)**
 El Hadji Serigne TOP & Mouhamadou Lamine DIALLO 289-306
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.21>
- 22. Culture industrielle de canne à sucre et mutations socio-economiques dans la ville de Nkayi (Congo)**
 Guy Rodrigue MOUANDA NIAMBA,
 Gilles Freddy MIALOUNDAMA BAKOUÉTILA &
 Yolande BERTON-OFOUÉMÉ..... 307-324
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.22>
- 23. Environnement insalubre des centres de soins infirmiers de Yamoussoukro : une pluralité de facteurs**
 DIARRASSOUBA Bazoumana & DOLLOU Andréa Cyrielle Blailatien 325-341
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.23>
- 24. De l'écotourisme à la valorisation socio-culturelle et économique des ruines de Loropéni au Burkina Faso (Afrique de l'Ouest)**
 Innocent Hibort HIEN, Frédéric BATIONO &
 Yélézouomin Stéphane Coentin SOME..... 342-355
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.24>
- 25. Incidences de la croissance de la ville de N'Djaména sur les terres agricoles de Malo-Gaga**
 Hinsoubé DJONZOUNÉ & Mahadjir ADOUM IDRISSE..... 356-366
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.25>

- 26. Perception et stratégies d'adaptation des agriculteurs aux changements climatiques dans le Système Faguibine**
Mahamadou ABOCAR, Sory Ibrahima Fofana,
Abdoulkadri Oumarou TOURÉ & Habiboulaye D. Maiga..... 367-385
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.26>

Philosophie

- 27. La structure de base rawlsienne : un ferment pour la justice sociale en Afrique subsaharienne**
Jean Joel BAHU..... 386-405
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.27>
- 28. Karl Marx et la démocratie**
Ouétien Yves Arsène DAO & Guy Olivier YAMÉOGO..... 406-421
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.28>
- 29. Droits de l'Homme et paix : quels rapports dans les sociétés politiques francophones Ouest-africaines ?**
Firmin Wilfried ORO..... 422-440
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.29>
- 30. Oralité et pédagogie chez les Akwa du Congo**
Pierre Hubert MFOUTOU & Marlon ALOUKI OBOUEMBE..... 441-454
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.30>

Anthropologie et sociologie

- 31. Dynamiques sociales et émergence des espaces de consommation de drogue « val val » en milieu rural ivoirien**
Amin Kanou Rébéka KAKOU-AGNIMOU..... 455-471
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.31>
- 32. Déterminants socio-politiques des violences électorales en Afrique : Cas de Saponé, Burkina Faso**
Brahima SODRE & Paul-Marie MOYENGA..... 472-487
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.32>
- 33. Participation politique et abstention : les jeunes étudiants de Daloa face aux défis électoraux**
Mariame Tata FOFANA & Bogui Landry Fernand NIAVA..... 488-505
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.33>
- 34. Héritage des biens fonciers et crise des liens familiaux à Abengourou (Côte d'Ivoire)**
Adjé Pascal TANOH & Assamoi Isidore ETTY..... 506-525
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.34>

- 35. Symbolique du "foyer feu" :
une analyse des dynamiques sociales au Gabon**
Inna Gabrielle MAYILA épouse GAWANDJI. OLOUNDIGOLO..... 526-540
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.35>
- 36. Parti au pouvoir et opposition :
de la mémoire politique aux alliances au Cameroun**
Catherine NGONO..... 541-555
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.36>
- 37. Résilience du système de santé burkinabè face à la COVID-19 :
perceptions du personnel de santé**
Blahima KONATE, Abdramane, BERTHE, Hermann BADOLO,
Hermann BAZIE, Isidore TRAORE,
Awa MIEN & Hervé M HIEN..... 556-567
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.37>
- 38. Les figures infantiles de la migration à Bobo-Dioulasso :
acteurs, motifs, trajectoires et facteurs de vulnérabilité**
SAWADOGO Honorine Pegdwendé & GNESSI Siaka..... 568-585
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.38>
- 39. Les talibés de Baye Niasse et la COMAS :
un narratif autour d'une coopérative paysanne**
Cheikh El Hadji Abdoulaye NIANG..... 586-608
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.39>

Psychologie

- 40. Stratégies éducatives des familles et gestion de la pauvreté sur le
développement cognitif des enfants dans la ville de Man (Côte d'Ivoire)**
Kouakou Mathias AGOSSOU..... 609-627
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.40>
- 41. Impact de la résilience sur la charge virale
des orphelins et enfants vulnérables du VIH**
Kodzo Jude GUEDE & Kaka KALINA 628-642
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.41>

Science de l'éducation

- 42. Comprendre les dysfonctionnements à l'aune des pratiques
de GRH au sein des établissements DORIAN de Yopougon**
Katty MAMBO & Rassidy OYENIRAN..... 643-664
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.42>
- 43. Voyage d'études et renforcement des compétences des enseignants du
supérieur au Burkina Faso : cas de l'université Norbert Zongo (UNZ)**
Joseph BEOGO..... 665-678
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.43>

- 44. Impact de l'Intelligence Artificielle sur les Interactions Étudiantes et optimisation de l'Apprentissage à l'Université de N'Djamena/Tchad**
Nahoundongar MEKONDION, Abraham DAGUE &
Mbaindo DJIMRABEL..... **679-697**
<https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v8i1.44>



Incidences de la croissance de la ville de N'Djaména sur les terres agricoles de Malo-Gaga

Hinsoubé DJONZOUNÉ

*Doctorant, Géographie urbaine,
École Normale Supérieure de N'Djaména (Tchad),
Email : djonzounéhinsoubé@gmail.com*

&

Mahadjir ADOUM IDRIS

*Enseignant-chercheur, Géographie urbaine,
École Normale Supérieure de N'Djaména (Tchad),
Email : almouhadjir@gmail.com*

Date de soumission : 15-11-2024

Date de publication : 15-01-2025

doi: <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i1.25>

Résumé

La proximité de N'Djaména qui représente un grand atout pour les activités agricoles de la campagne proche constitue en même temps une menace pour le foncier agricole de cet espace. L'objectif de cette étude est d'analyser les incidences de la croissance de N'Djaména sur les terres agricoles périurbaines de Malo-Gaga. Des entretiens se sont déroulés avec les autorités traditionnelles du village et une enquête par questionnaire, menée selon la méthode d'échantillonnage par quotas, a porté sur un échantillon de 79 chefs de ménages de producteurs tiré sur une population estimée à 129 ménages. Les résultats de l'enquête ont montré que, de 2015 à 2019, le village a perdu 665,18 ha soit 84,97 % de la surface agricole totale. Plus de 73 % des exploitants ont abandonné les activités agricoles à cause de l'engloutissement de leurs exploitations par l'extension de N'Djaména.

Mots clés : espace agricole périurbain, périurbanisation, foncier

Impact of the growth of the city of N'Djamena on the agricultural lands of Malo-Gaga

Abstract

The proximity of N'Djamena, which represents a great asset for agricultural activities in the nearby countryside, also constitutes a threat to the agricultural land in this area. The objective of this study is to analyze the impact of the growth of N'Djamena on the peri-urban agricultural lands of Malo-Gaga. Interviews were conducted with the traditional authorities of the village and a questionnaire survey, conducted using the quota sampling method, covered a sample of 79 heads of producer households drawn from an estimated population of 129 households. The results of the survey showed that, from 2015 to 2019, the village lost 665.18 ha, or 84.97% of the total agricultural area. More than 73% of farmers have abandoned agricultural activities because their farms were swallowed up by the expansion of N'Djamena.

Key words: peri-urban agricultural space, peri-urbanization, land

Introduction

Le monde compte aujourd'hui 4,4 milliards d'urbains, soit 56 % de la population mondiale ; une proportion qui devrait passer à 66 % en 2050 (ONU, 2014). En Afrique, la population urbaine est passée de 27 millions en 1950 à 567 millions d'habitants en 2015, soit une augmentation de 2 000 % (OCDE/CSAO, 2020 : 15), alors que, le nombre de villes a doublé depuis 1990, passant de 3.300 à 7.600. Selon WORLD URBANIZATION PROSPECTS (2014 : 452), l'urbanisation en Afrique atteindra 49,3 % en 2035 et s'établira à 60 % en 2050 avec une population urbaine qui dépassera un milliard de personnes. Une telle croissance rapide de la démographie des villes s'accompagne inexorablement d'extension spatiale entraînant une réduction exponentielle des terres cultivables des villages situés aux alentours des grandes villes (F. NGANA et al., 2009 : 3).

N'Djamena, capitale politique du Tchad, entre dans ce canal où l'extension progresse rapidement et les espaces de cultures des villages environnants ont ainsi été phagocytés et continus de l'être (G. M. NGARESSEM et al., 2012 : 75). C'est ainsi que les villages Malo-Gaga situés au sud-ouest de N'Djamena subissent les effets néfastes de l'urbanisation effrénée de la capitale. A Malo-Gaga, l'enjeu est celui de la réduction des espaces cultivables, qui entraîne la baisse de la production, la reconversion des producteurs dans d'autres activités, la mutation des pratiques culturelles et de modes d'organisation des producteurs. Les tensions autour des terres agricoles observées dans ces deux villages (Gaga est un petit village satellite de Malo), traduisent l'inquiétude des acteurs locaux de voir disparaître leur terroir au profit de l'asphalte et du béton. Alors quels sont donc les incidences que la croissance de N'Djaména a sur les terres agricoles de Malo-Gaga, villages de la campagne proche ? L'objectif fixé pour cette étude est d'analyser les impacts de la croissance urbaine sur le foncier agricole périurbain.

1. Matériel et Méthodes

1.1. Localisation de la zone d'étude

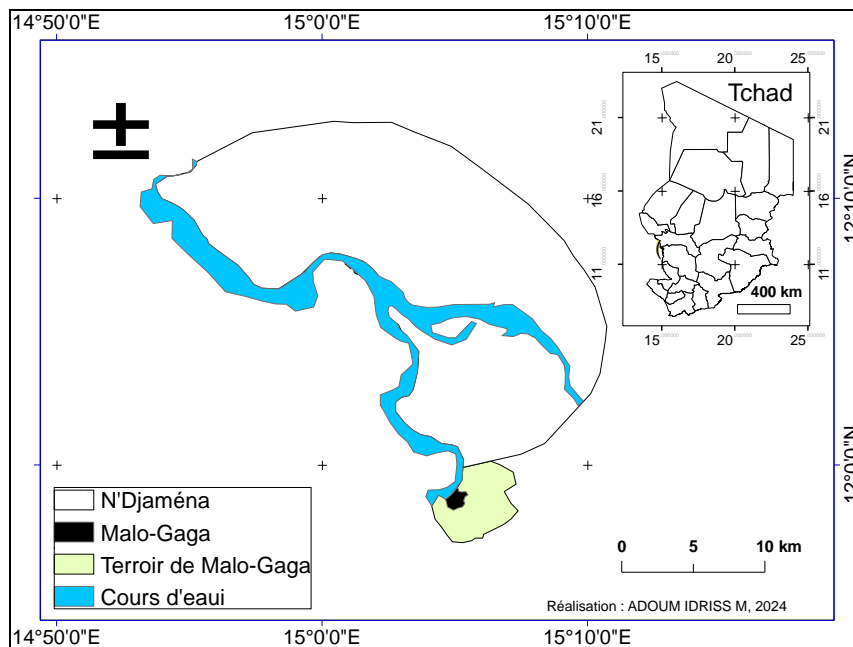
Le terroir Malo-Gaga, est situé au sud-ouest de la capitale N'Djamena, sur la rive droite du fleuve Logone, faisant frontière avec le Cameroun. Il est limité au sud par les villages Malo II, Daradja, Karkouloum, à l'est par la Préfecture de Koundoul, à l'ouest par le fleuve Logone et au nord par la commune du 9^{ème} arrondissement de N'Djamena.

Compris entre 11°57' et 11°59' de latitude Nord et 15°04' et 15°06' de longitude Est, Malo-Gaga (et son terroir), est implanté dans une plaine inondable dont les sols sont en grande

partie constitués des sols sablo-argileux et des vertisols. Sur ces terres, s'est installée une population cosmopolite venue de tous les horizons du pays. Cette population, en croissance exponentielle, est « alimentée par les vagues de migrations engendrées par les sécheresses et les conflits armés dont le Sahel tchadien a été le théâtre au cours des décennies 1970 et 1980 » (Y. BETINBAYE et al 2013 : 97).

L'économie du terroir Malo-Gaga est basée sur le commerce et les activités agro-sylvo-pastorales. Les échanges s'effectuent avec la ville camerounaise de Kousséri, la capitale N'Djamena et la préfecture Koundoul. L'urbanisation accélérée de N'Djamena constitue, ces dernières années, l'élément fondamental de transformation foncière de Malo-Gaga.

Carte 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : Service SIG Commune de N'Djaména (2022), Google Earth Pro, 2024

1.2. Méthodes

Pour réaliser cette étude, nous nous sommes appuyés sur la recherche documentaire, les observations directes, une enquête par questionnaire et des entretiens auprès des responsables traditionnels du foncier et des représentants de l'association des producteurs sur la problématique de la gestion des terres cultivables de Malo-Gaga en périphérie de N'Djamena. Une analyse diachronique (2015-2020) nous a permis de décrire l'évolution des espaces urbains et périurbains de N'Djamena et la réduction des espaces agricoles du terroir d'étude. Cette étude diachronique est faite à l'aide de nos observations sur le terrain durant cette période et sur des images satellites de la zone d'étude.



La recherche documentaire a permis de recenser quelques littératures existantes sur le sujet. L'enquête par questionnaire administrée auprès des producteurs a déterminé la nature du problème. L'enquête, menée selon la méthode d'échantillonnage par quotas, a porté sur un échantillon de 79 chefs de ménages tiré sur une population estimée à 129 ménages. Les entretiens se sont déroulés avec les autorités traditionnelles du village.

Les informations collectées lors de l'enquête par questionnaire ont été dépouillées et traitées à l'aide du logiciel de traitement de données EPI data. Les données obtenues nous ont permis d'établir des tableaux et des graphiques. Les outils de travail sont constitués des fiches d'enquêtes, des guides d'entretiens et un GPS pour la collecte des points amers. Les cartes ont été réalisées à l'aide du logiciel MapInfo 8.5.

2. Résultats et discussion

2.1. Croissance démographique et extension spatiale de N'Djamena : causes des transformations foncières de Malo-Gaga

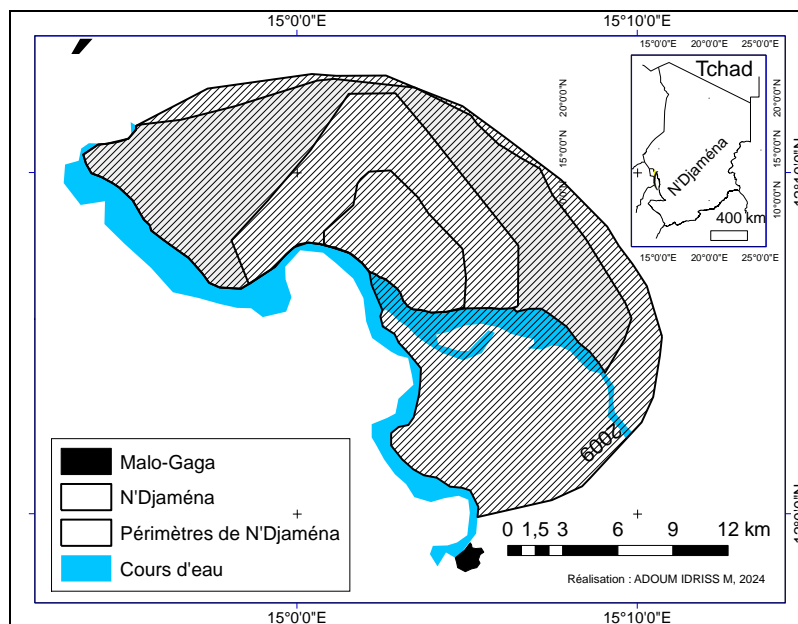
Depuis les années 1970, N'Djamena a connu une évolution spatiale et démographique sans précédent. Celles-ci sont liées à l'accroissement naturel, au phénomène migratoire et au mode de construction horizontale. Si le croit naturel de la capitale est l'un des plus élevés en Afrique, l'exode rural aussi est un moteur actif qui alimente le nombre des citadins. Les crises socio-économiques et politiques à l'intérieur du pays en sont les principaux facteurs.

En effet, de 2 100 habitants en 1921, la population de la ville est passée 22 240 en 1950 pour un espace habité de 570 ha. A partir de 1960, le Tchad accède à la souveraineté nationale et par conséquent les barrières imposées par les autorités coloniales face à l'exode rural sont tombées entraînant ainsi une croissance exponentielle de la population et de la surface urbanisée. Entre 1950 et 1960, la population n'djaménoise est passée à 64 997 habitants pour une superficie de 1 480 ha. Plus spectaculaire est l'accroissement de la surface urbanisée durant la période de 1990 à 2009 où l'espace occupé a triplé (de 6 227 ha en 1993 à 21 389 ha en 2009) tandis que le nombre des n'djaménois n'a pas doublé (de 530 965 en 1993 à 993 492 en 2009) (M. ADOUM IDRIS, 2009 : 60).

Les limites officielles du périmètre urbain ont connu quatre (04) modifications respectivement en 1994, 2004, 2005 et 2009, projetant une extension spatiale de la ville vers le sud-ouest sur plus d'une dizaine de kilomètres. Cette extension officielle du périmètre urbain se fait en application aux actes juridiques officiels dont les principaux sont l'arrêté 056/MTPT/MIS/94 du 14 décembre 1994, le décret n°964/PR/MAT/95 du 30 novembre 1995, l'arrêté

interministériel n°002/MATUH/MAT/2004 de juillet 2004, l'arrêté interministériel n°001/MATUH/DUCC/MAT/SG/DEL/O5 du 05 janvier 2005 et enfin le décret n°285/PR/PM/MISP du 10 mars 2009. Ces actes juridiques ne font qu'augmenter la surface urbanisée. L'arrêté N°002 de juillet 2004 et le décret N°285 du 10 mars 2009 ont élargi la surface urbanisée en phagocytant ainsi les villages environnants de Malo-Gaga. Il s'agit de Kabé, Toukra, Ras-Alfil...

Carte 2 : les phases d'extension du périmètre de N'Djaména



Source : Groupe Huit (1984), BCEOM (2001), Direction de l'Urbanisme (2009), Service SIG Commune, 2022

La figure 2 montre que l'extension du périmètre urbain s'effectue davantage vers le sud (depuis 2004). L'extension spatiale de N'Djaména a toujours précédé l'arrêté étendant le périmètre de la ville. La croissance de la tache bâtie se fait de manière anarchique et ces occupations sont souvent formalisées par des opérations de restructurations. L'extension du périmètre vers le sud intègre non seulement de nombreux quartiers de la banlieue et des villages périphériques mais également une grande surface agricole. L'un des objectifs de l'État est d'étendre l'emprise de la ville afin de pouvoir réaliser plusieurs projets urbains. Ceci est matérialisée sur le terrain notamment, par la construction de la Cité Universitaire de Toukra (depuis 2009) et la relocalisation, en 2010, d'une partie du quartier Gardolé¹, au nord-ouest du quartier Toukra. Il s'en est suivi le projet de construction de 1000 logements sociaux entamé en 2011 dont le site est à cheval entre Toukra et Kabé, non loin du fleuve Logone. Les

¹ Quartier central de N'Djaména déguerpis pour cause d'utilité publique afin d'abriter la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université de N'Djaména et l'Hôpital de la Mère et de l'Enfant.



projets de construction des grandes infrastructures et de relocalisation des quartiers déguerpis de N'Djaména rapprochent inexorablement la ville du terroir Malo-Gaga.

2.2. Terre de Malo-Gaga : solution à la rareté et à la spéculation foncière de N'Djaména

L'absence d'espaces constructibles et la hausse du prix des terres dans l'espace urbain, obligent les citoyens ndjaménois à chercher des espaces disponibles et à faible coût à la périphérie. La consommation d'espaces agricoles de Malo-Gaga par la population de la capitale à travers la construction immobilière et le développement des activités agricoles témoigne de la rareté des espaces dans le périmètre de N'Djaména. La pile de demandes de terrain à bâtir qu'enregistre chaque année le service des cadastres (plus de 80 000 en 2009) ne reçoit de réponse positive de la Commission d'Attribution des Terrains en Zone Urbaine qu'à environ 20% (M. ADOUM IDRIS, 2009 : 2).

Le désir d'accéder à l'appropriation d'une parcelle à bâtir des ndjaménois doublé de la boulimie foncière des spéculateurs (M. ADOUM IDRIS, 2009 : 5) entraîne une surconsommation « anormale » de l'espace périurbain. Les besoins en terrain à bâtir des citoyens les orientent inexorablement vers l'espace périurbain, secteur où le prix de la terre est abordable à une partie importante des ndjaménois. En périphérie, un lot de 450 m² coûte entre 800 000 à 2 millions selon qu'il soit en zones inondables ou exondées alors qu'un lot de même dimension coûte dix à vingt fois plus cher en centre-ville. Le mouvement centrifuge, ainsi enclenché de la tache bâtie se matérialise par un front d'urbanisation grignotant l'espace agricole environnant y compris les espaces rizicoles aménagés donc des zones inondables comme celles de Malo-Gaga. Les nombreux citoyens demandeurs de terrains à bâtir qui s'estiment "moins chanceux" à l'éligibilité de l'offre officielle de parcelles loties, rarissime d'ailleurs, s'orientent vers les propriétaires fonciers coutumiers. Ces derniers bradent les terres sans se soucier de l'intérêt collectif, offrant des terres non loties mais moins chères (de 400 000 à 600 000 CFA dans les zones inondables et de 800 000 CFA à un million dans les zones exondées). Les spéculateurs fonciers profitent de cette situation pour s'acquérir plusieurs terrains pour les revendre après en tirant des bénéfices substantiels. Les lots de 450 m² vendus aujourd'hui à environ deux millions de CFA ont été achetés par des spéculateurs dans les années 2010 auprès des propriétaires terriens traditionnels à moins de 500 000 CFA l'hectare. L'insuffisance et la rareté des lotissements officiels face à la forte demande est un facteur aggravant des marchés coutumiers marginaux. C'est ainsi que les terres agricoles sont

transformées en espaces résidentiels et des nombreux villages comme Sokolo, village satellite de Malo-Gaga, sont phagocytés par les bâtis urbains.

La poussée du front d'urbanisation de N'Djamena vers le sud qu'illustre la planche photo suivante, se caractérise par la dispersion de l'habitat et un agrandissement de la zone habitée de Malo-Gaga, d'importantes mutations des types de construction.

Planche photo 1 et 2 : Avancé du front d'urbanisation dans le terroir de Malo-Gaga



Prise de vue : DJONZOUNE H. 2024

Les photos 1 et 2 de la planche illustrent l'avancée du front d'urbanisation dans l'espace agricole. Chaque année, des nouvelles constructions (photo 1) sont observées alors que dans d'autres (photo 2) les propriétaires s'y sont déjà installés. Les habitations des n'djaménois (non agriculteurs) grignotent, chaque année, les terres de culture périurbaines.

2.3. Une déperdition vertigineuse des terres agricoles

Le terroir du village a bénéficié d'un projet d'aménagement d'un périmètre irrigué de 150 ha initié par l'État sur financement de la Banque Mondiale. La gestion était confiée à la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et ensuite rétrocédée à l'Union des Groupements des Producteurs de Malo-Gaga. Selon l'étude de Y. BETINBAYE et al. (2013 : 101), la surface agricole de Malo-Gaga a connu une légère augmentation entre 1994 et 2011. En effet, de 763,39 ha en 1994, l'espace agricole est passé à 805,86 ha en 2011. Cependant, la proximité de Malo-Gaga à la capitale commence à avoir des effets négatifs sur son terroir. Des nouveaux acquéreurs s'installent ou par ailleurs l'espace est réattribué pour des usages non agricoles.

La première incidence de l'extension spatiale de N'Djaména sur Malo-Gaga est l'érosion de ses terres agricoles. Les espaces concédés à l'agriculture sont transformés en espaces résidentiels où les constructions appartiennent à des propriétaires n'djaménois. Les réserves foncières du village qui constituaient l'aire de pâturage, de jachère et de parcelles destinées aux cultures vivrières sont morcelés en espace constructible. Cependant, les n'djaménois ne sont pas seulement attirés par les terrains à bâtir, car ils s'intéressent de plus en plus aux terres agricoles afin d'y pratiquer la riziculture qui se développent davantage dans le terroir de Malo-Gaga. L'évolution régressive de la surface agricole est présentée dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1: Évolution de la surface agricole de 2015 à 2019

Année	2015	2016	2017	2018	2019
Surface	782,87 ha	678,18 ha	481,50 ha	356,11 ha	117,69 ha

Source : enquête de terrain, 2019

La lecture du tableau 1 nous montre que la surface agricole a substantiellement régressé au fil des années. De 2015 à 2019, le village a perdu 665,18 ha soit 84,97 % de la surface totale. Cela s'explique par la fuite de la location insupportable dû à l'augmentation des loyers en milieu urbain et aussi par la recherche de l'autonomie des jeunes travailleurs. L'étude a montré que plus de 68,37% de la population enquêtée cultivent sur des terres déjà vendues aux citoyens. D'autres (31,63%) continuent de pratiquer l'agriculture sur leur propre terre mais sur des surfaces de plus en plus restreintes.

2.4. Des accaparements unilatéraux préjudiciables

A partir des années 2000, le terroir Malo-Gaga a commencé à subir des convoitises tous azimuts. En effet, en 2006, le périmètre a été accaparé par un groupe de six (06) hauts cadres de la République dont chacun a reçu cinq (05) hectares. Le groupe est constitué des anciens ministres, anciens présidents de l'Assemblée Nationale et anciens candidats aux élections présidentielles. En 2015, le premier lotissement a eu lieu dans les champs des paysans, semant la désolation de ces derniers. Ces espaces agricoles aménagés ont été réattribués aux déguerpis de NGuéli sans que les exploitants agricoles ne bénéficient d'une parcelle lotie et encore moins d'un dédommagement. Une partie du périmètre aménagé du village qui abrite la riziculture a été morcelée à la fin de 2019 pour être réattribuée aux déguerpis de Mbayam et une autre partie aux sinistrés de Walia.

Ces décisions unilatérales de confiscation des terres ne sont pas conformes aux textes en vigueur et sont opérées sans une prise en compte des préoccupations de la population locale des espaces périurbains sont des facteurs accélérant des bradages des terres agricoles périurbaines. Les paysans de la campagne proche préfèrent vendre au plus vite et à vil prix « leur terre » avant que l'Etat ne les « arrache ». La situation de Malo-Gaga confirme celle relevée par M. ADOUM IDRIS (2009 : 75) au premier arrondissement de N'Djaména.

2.5. Des activités agricoles en perte de vitesse

Le périmètre agricole subit des pressions qui entraînent souvent sa réduction. La diminution des espaces agricoles provoque l'éloignement des zones de culture car certains producteurs sont contraints d'aller vers d'autres terroirs voisins pour avoir accès à la terre cultivable. Les enquêtes ont montré que 78,79% des enquêtés font recours aux espaces des villages voisins pour subvenir à leurs besoins alimentaires alors que 22,21% continuent de cultiver sur le terroir Malo gage mais sur des petites parcelles. Les jeunes du village Malo-Gaga dont l'accès à la terre cultivable leur est restreint font actuellement recours aux activités non agricoles telles que la maçonnerie, la fabrication des briques cuites, pour conquérir la nouvelle donne créée par le marché de construction impulsé par l'urbanisation accélérée de la capitale. C'est ainsi que plus de 80 % des jeunes enquêtés déclarent avoir effectué une reconversion professionnelle. Les raisons énumérées sont : le manque de terres agricoles, la baisse de production ou encore la saisie d'une autre opportunité qui s'est offerte à eux avant qu'il ne soit trop tard. Le tableau 2 compile les proportions des causes de l'abandon des activités agricoles.

Tableau 2 : Répartition en pourcentage des causes d'abandon des activités agricoles

Causes	Pourcentage
Manque de terre	73,81%
Baisse de production	14,00%
Saisie d'une opportunité	12,19%
Total	100,00%

Source : enquête de terrain, 2019

Le tableau 2 ci haut nous montre que 73.81% des jeunes ont cessé de pratiquer les activités agricoles par manque de terres cultivables. Cela s'explique par le fait que des grands espaces sont réaffectés par l'État à des hauts dignitaires, à la relocalisation des quartiers déguerpis ou sinistrés ou encore ces terres sont vendues par les anciens propriétaires terriens coutumiers. Des cas similaires sont notés par F. NGANA et al. (2009 : 6) dans l'analyse des transformations foncières dans les espaces périurbains en Afrique centrale soudanienne.



Aussi, 14% des enquêtés ont déclaré avoir abandonner à cause de la baisse de la production agricole car les espaces agricoles sont fortement morcelés et les exploitants estiment que les grains sont trop faibles pour leur permettre de survivre. Une autre part des exploitants (12.19%) s'est reconvertie dans d'autres secteurs d'activité.

L'influence de la ville sur le foncier périurbain n'est pas la particularité de la ville de N'Djamena. En Côte d'Ivoire, avec les crises économiques de 1980 et 1990, provoquées par les effets de l'ajustement structurel imposé par les bailleurs de fonds, on assiste à un retour en zone rurale ou périurbaine de certains citadins qui investissent dans les activités agricoles (C. BEAUCHEMIN, 2005 :178). Ce retour étant considéré comme une stratégie d'adaptation à la crise, bien décrite par CHALEARD (1996).

Conclusion

L'étude a montré que Malo-Gaga, village situé dans la campagne proche de la capitale N'Djaména est menacé officiellement et officieusement de la perte de ses terres agricoles. L'intérêt des citadins pour les pratiques agricoles, les besoins en terrains à bâtir et le choix de la Puissance Publique pour la relocalisation de certains quartiers déguerpis sont autant de menaces pour le terroir de Malo-Gaga. La forte compétition qu'exercent les citadins sur les terres agricoles de Malo-Gaga se matérialise par l'amenuisement des espaces cultivables. Cela se traduit par le fait que le tiers des paysans travaillent sur des terres qui ne leur appartiennent pas tandis qu'une portion importante de la population agricole est forcée à une reconversion professionnelle.

Références bibliographiques

ADOUM IDRIS Mahadjir, 2009, *Croissance urbaine et mutations de l'environnement périurbain : le cas des villages urbanisés du 1^{er} arrondissement de N'Djamena (Tchad)*, mémoire de master, université de N'Gaoundéré, 128p.

Banque mondiale, 2017, *Rapport sur l'urbanisation en Afrique : pour soutenir la croissance il faut améliorer la vie des habitants et des entreprises dans les villes*, in <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2017>.

Banque mondiale, *Développement urbain*, in <https://www.banquemonde.org/fr/topic/urbandevlopment/overview>.



BEAUCHEMIN Cris, 2005, « Pour une relecture des tendances migratoires entre villes et campagnes : une étude comparée Burkina Faso - Côte d'Ivoire », *Cahiers québécois de démographie*, Volume 33, numéro 2, automne 2004, p.142-165.

BETINBAYE Yamingué, NGARESSEM Goltob Mbaye et TCHOTSOUA Michel, 2013, « Décentralisation, urbanisation et transformation de l'espace rural : incidences spatiales et implications sociales sur le terroir de Malo-Gaga au sud de N'Djamena », *Annales de la FALSH*, Université de Ngaoundéré, Vol. XV, 2013, p.95-109.

CHALÉARD Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, L'information géographique n°1, 1995, 682 p.

CHALÉARD Jean-Louis, DUBRESSON Alain., 1989, « un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », *Tropiques, lieux et liens*, paris, France, ORSTOM : 277-290

CIPARISSE Gérard, 1997, « dynamiques foncières et agriculture en zones périurbaines : éléments pour un débat sur de nouvelles frontières », p.66-73, <http://www.fao.org/waicent/faoinfo/agricult/ags/agm/sada/sada.htm>.

DAUVERGNE Sarah, 2011, « dynamique des agricultures urbaines en Afrique subsaharienne et statuts fonciers : le cas des villes d'Accra et Yaoundé », ISDA 2010, Montpellier, 28 – 30 juin 2010, 12p. in www.ISDA2010.net

JULLIARD E., 1973, « l'urbanisation des campagnes », *Etudes rurales* n°49-50, 368p.

NGANA F., SOUGNABE. P., GONNE. B., et BABA. A.M., 2009, « Transformations foncières dans les espaces périurbains en Afrique central soudanienne », 20-23 avril 2009, Garoua, Cameroun, 9 p.

NGARESSEM Goltob Mbaye, ADOUM IDRIS Mahadjir, et TALA Mando., 2012, « la dynamique d'extension spatiale de N'Djamena, une menace pour l'agriculture périurbaine », *Revue scientifique du Tchad*, vol.11, n°1- spécial, p.74-84.

OCDE/CSAO, 2020, *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/481c7f49-fr>, 208 p.

WORLD URBANIZATION PROSPECTS: THE 2014 REVISION, 2014 Urban Population at Mid-Year by Major Area, Region and Country, 1950-2050. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.